

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La gauche européenne au pied du mur

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 14 mars 2013

Démocratie & Socialisme

La politique imposée à l'Union européenne par Angela Merkel est dans l'impasse : la réduction accélérée des déficits publics généralise une austérité qui accentue la récession et, au final, le montant des dettes publiques.

Où est le « **pacte de croissance** » présenté, en juin 2012, comme le contrepois décisif de la politique d'austérité imposée par le Traité européen de Merkel et Sarkozy, le TSCG ? Il semble, malheureusement, avoir disparu corps et bien. Nulle trace de ce pacte dans les prévisions catastrophiques de croissance réalisées par la Commission européenne. Nulle trace, surtout, de ce pacte dans les faits.

Pire, le compromis accepté, à l'unanimité, par les chefs d'État et de gouvernement européen entérine **une baisse de plusieurs dizaines de milliards d'euros d'un budget européen** déjà dérisoire [1] et ramène ce budget à ce qu'était celui de l'Europe des 15, en 2004. Il ne reste donc plus que le TSCG qui impose l'austérité, non seulement dans tous les budgets des États signataires, mais aussi dans le budget européen lui-même.

La gauche européenne est donc au pied du mur, placée devant un choix décisif. Soit continuer la politique voulue par Merkel et Sarkozy c'est-à-dire chercher à imposer partout en Europe une austérité et une récession sans fin qui menace l'existence même de l'euro et de l'Union européenne.

Soit **décider d'une autre politique** qui s'opposerait à la politique de Merkel. Cette autre politique signifierait, dans l'immédiat :

- ▶ **En France** : que le gouvernement de gauche renonce à alimenter le cercle vicieux de la récession et d'une austérité qui ne dit pas son nom. L'annonce officielle par François Hollande de l'abandon de l'objectif d'un déficit public de 3 % fin 2013 va dans le bon sens. Mais c'est loin d'être suffisant. L'arrêt des coupes claires dans le budget de l'État, de la Sécurité sociale et des retraites est impératif, avant toute chose, si l'on ne veut pas étouffer la demande salariale et plonger l'économie dans la récession.
- ▶ **En Italie** : que Pier Luigi Bersani ne cède pas aux injonctions de Massimo d'Alema qui veut que le Parti Démocrate s'allie avec Berlusconi et Monti dans un « gouvernement de coalition » qui continuerait la politique de Monti rejetée massivement par les électeurs italiens. Il faudrait, au contraire, que le PD prenne en compte la proposition du Mouvement 5 étoiles de restructurer la dette publique italienne.
- ▶ **En Espagne et au Portugal** : que les Parti socialistes se décident à proposer un débouché politique aux manifestations de plus en plus massives contre les politiques d'austérité de Rajoy et de Coelho, en exigeant des élections législatives anticipées.
- ▶ **Pour l'Union européenne** : que la BCE puisse casser les reins des spéculateurs en rachetant directement, sans condition, les titres de la dette publique des États, comme le font, d'ailleurs, aussi bien la Réserve fédérale des États-Unis que la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre.

[1] Le budget européen représente 1 % du PIB de l'Union européenne ; le budget fédéral des États-Unis plus de 20 % du PIB.